

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18040 - 70ÈME ANNÉE

Croissance plus rapide dans les régions de moyenne altitude

Pour le prolongement de la Route des Tamarins

Le résultat du dernier recensement rappelle que les zones à mi-pente voient la population augmenter le plus vite. C'est la vérification de la justesse de la construction de la Route des Tamarins, et c'est aussi un argument pour son prolongement.



La Route des Tamarins est le premier élément d'un rééquilibrage entre un littoral saturé et des zones à mi-pente qui pourront accueillir la plupart des nouveaux habitants.

Le dernier INSEE-Flash publié par l'INSEE revient sur l'évolution de la population entre 2007 et 2012. Au 1er janvier 2012, La Réunion comptait 834.000 habitants, soit 40.000

de plus qu'en 2007. Cette progression ne s'est pas faite de manière uniforme sur le territoire. L'INSEE relève qu'à La Possession, Saint-Leu, Les Avirons et la Plaine des

Palmistes, la croissance annuelle était supérieure à 2 % par an. Ces quatre communes ont un point commun : l'accroissement s'est fait surtout dans les régions à mi-pente.

Car La Possession et Les Avirons ont une façade littorale très réduite, tandis qu'à Saint-Leu, la bande constructible est très étroite dans les bas, et la Plaine des Palmistes n'a pas accès à la mer. Au-delà de ces données, d'autres communes se développent à mi-hauteur. Par exemple à Sainte-Marie, une ville nouvelle s'est construite à Beauséjour.

Ce constat vérifie une thèse formulée depuis longtemps par le PCR : la croissance démographique s'effectuera dans les régions à mi-pente, car le littoral est saturé.

Cela explique la volonté de réaliser une route de moyenne altitude reliant directement toutes ces régions.

La Route des Tamarins est le premier maillon de cette infrastructure. Elle est devenue l'axe

principal de Saint-Paul, car elle permet aux quartiers les plus peuplés de cette commune de 100.000 habitants de communiquer directement. De Plateau-Caillou à Stella, la route des Tamarins est la colonne vertébrale de l'aménagement de l'Ouest.

Il reste donc à construire les chaînons manquants. Un premier prolongement peut être fait de Stella à La Rivière avec comme perspective dans le Sud les hauts de Saint-Joseph, et dans l'Ouest ceux de La Possession. Il sera aussi important d'aménager la zone des mi-pente dans l'Est tandis qu'à Saint-Denis, une route de moyenne altitude permettrait de libérer en partie le centre-ville des embouteillages.

La croissance démographique de La Réunion n'est pas terminée. Notre île doit atteindre un million

d'habitants. Les régions littorales sont déjà très densément peuplées. L'impasse se profile.

Or, les régions à mi-pente peuvent absorber l'essentiel des 170.000 Réunionnais supplémentaires. À condition qu'ils ne soient pas obligés de retourner sur le littoral pour le moindre déplacement. La route de moyenne altitude permet ce rééquilibrage. Car avec elle, les Hauts ne sont plus des écarts.

François Hollande sur France Inter

Le chômage grimpe, « j'assume »

Durant deux heures, le chef de l'Etat a répondu aux questions des chroniqueurs et auditeurs de France Inter. Une interview sur plusieurs thèmes, dont le chômage et cette inversion de la courbe qui n'est toujours pas arrivée, en dépit des nombreuses promesses.

Avec 600.000 demandeurs d'emploi de plus depuis le début de son quinquennat, François Hollande a évoqué sa "responsabilité" dans cette aggravation de la crise. A Noël, le ministère du Travail a révélé les derniers chiffres : 3,75 millions de français, ultramarins y compris, sont sans emploi. A cela s'ajoutent 1,426 millions de demandeurs d'emploi ayant exercé une petite activité, le total atteint 5,478 millions.

Face à ces mauvais chiffres du chômage, François Hollande a indiqué qu'« il y a une responsabilité, celle que j'assume ». « Je ferai dans ce quinquennat tout ce que je pourrai pour que l'emploi » « puisse être à l'arrivée le résultat que j'aurai à présenter », a expliqué le président. Pour cela, ce dernier a assuré : « je vais continuer », son gouvernement et lui ont décidé de « tout donner pour l'emploi ».

Concernant une « inversion de la courbe du chômage », « je ferai tout pour que la croissance soit la plus haute possible, pour que nous ayons plus de 1 % de croissance », « ce qui correspond à la prévision officielle du gouvernement pour l'année en cours ». François Hollande a indiqué que « la baisse du chômage dépendra donc de la croissance, dont l'élément essentiel est le pacte de responsabilité, la loi



Le président de la République a donné lui-même le coup d'envoi de la rentrée politique en France en intervenant lors du pic d'audience quotidien de France Inter. Le début d'une offensive médiatique tous azimuts ?

pour la croissance et l'activité. « Nous voulons tout faire pour avoir plus de croissance que 1 % », a-t-il assuré.

« Je changerai tout ce qui bloque, empêche, freine et nuit à l'égalité et au progrès » et « de ce point de vue, je prendrai tous les risques », a assuré le président. La loi Macron est un risque vivement critiqué à Gauche, mais celle-ci devrait, selon le président, « stimuler l'activité. Il y a suffisamment de contraintes, de

freins, qui empêchent qu'on tire bénéfice des atouts des Français ».

Sur le thème de l'emploi, François Hollande a assuré que : « je ferai dans ce quinquennat tout ce que je pourrai pour que l'emploi des jeunes, des seniors, l'emploi en général puisse être à l'arrivée le résultat que j'aurai à présenter ».

Céline Tabou

Edito

Obama a-t-il des dons de voyance à géométrie variable ?

Aux Etats-Unis fin novembre, Sony Pictures Entertainment a été l'objet d'une attaque informatique. L'éditeur perd d'un coup plusieurs dizaines de millions de dollars. Les attaquants agissent parce qu'ils sont mécontents de la sortie du film « L'Interview qui tue ! ». Pour Obama, le coupable est la Corée du Nord. Immédiatement, les Etats-Unis annoncent des sanctions contre ce pays. Pour justifier une décision aussi grave, Obama avance des certitudes sur la provenance de l'attaque. Il a même repoussé la demande nord-coréenne d'une enquête internationale indépendante sur le piratage des ordinateurs de Sony Pictures Entertainment.

Obama dit avoir des preuves, suite à l'enquête des services d'écoute des Etats-Unis. Cette certitude renvoie à l'affaire de la disparition en février dernier du vol de la Malaysian Airlines dans l'océan Indien, et à celui plus récent d'un Airbus d'Air Asia au large de l'île de Java.

Dans les parages, les Etats-Unis disposent de leur plus grande base militaire outre-mer, sur l'île de Diego Garcia. Construite après la déportation des Chagossiens, la base US accueille des bombardiers dernier cri. C'est le point de départ des armes de destruction massive qui ont tué des milliers d'Irakiens et d'Afghan depuis plus de 13 ans.

Mais les Etats-Unis persistent à dire qu'ils sont incapables de suivre la trajectoire d'un Boeing 777 de plus de 40 mètres de long dans l'océan Indien.

Les Etats-Unis connaissent-ils également les res-

ponsables du crash de l'Airbus d'Air Asia ? Ils ne manquent pourtant pas de navires et de satellites pour surveiller la région stratégique où s'est abîmé cet avion.

Comment alors croire qu'Obama puisse être certain de son coup quand il désigne la Corée du Nord, alors que son armée affirme qu'elle est incapable de retrouver la trace d'un Boeing 777 ? Un Boeing, c'est du concret, ce n'est pas du virtuel comme des données informatiques. En plus, c'est la première fois qu'un avion de cette taille se volatilise... comment des services aussi défaillants peuvent-ils donc être si rapidement catégorique pour désigner un pays responsable d'une attaque informatique ?

À moins qu'Obama soit le premier président des Etats-Unis ayant des dons de voyance à géométrie variable.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TEL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TEL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

La question des réparations de guerre revient sur la table L'Allemagne doit 162 milliards à la Grèce

L'Allemagne doit à la Grèce près de 162 milliards d'euros en réparation des dommages et des atrocités commises pendant la Seconde guerre mondiale. Une somme qui pourrait servir le gouvernement, qui a vu son plan d'aide suspendu en raison des élections à venir.

La cure d'austérité imposée à la Grèce par ses créanciers, l'Allemagne en tête, a attisé un sentiment de rancœur vis-à-vis de Berlin, raison pour laquelle le débat sur les réparations refait surface. D'autant plus que les Grecs dénoncent le mépris d'Angela Merkel à leur encontre et les conditions imposées par cette dernière pour un plan d'aide.

Un plan d'aide dénoncé par le parti d'extrême gauche, Syriza, qui a assuré que sa politique se baserait sur un plan de reconstruction économique, mais surtout la renégociation d'une nouvelle réduction d'une grande partie de la dette, ce que craignent les créanciers, l'Allemagne en tête.

Une Allemagne forte au détriment des Européens

Le 6 avril 1941, l'armée allemande envahit la Grèce, où elle restera trois ans. D'après l'historien Mark Mazower (Dans la Grèce d'Hitler), la Grèce a le plus souffert de l'occupation nazie, subissant un « pillage systématique de ses ressources ». En arrivant, les Allemands imposent à la Banque centrale grecque un prêt de 476 millions de reichsmarks (soit près de 10 milliards d'euros) au titre des contributions à l'effort de guerre. Cet « emprunt » ne sera jamais remboursé, car l'accord de Londres de 1953 ne le précise pas, bien qu'il fixe le montant des dettes extérieures contractées par l'Allemagne entre 1919 et 1945. En plus de ces avantages financiers, l'Allemagne voit sa dette réduite de moitié par les Etats-Unis, qui souhaitent préserver son alliance avec le pays, pour faire face au communisme. Ainsi, les pays victimes de l'Occupation et bénéficiant du plan Marshall doivent oublier leurs demandes de réparation, afin d'édifier une Allemagne forte.

« À partir de là, l'Allemagne s'est portée comme un charme pendant que le reste de l'Europe se saignait



Manifestation en Grèce contre le plan d'austérité imposé par l'Union européenne. En 2010, un membre du gouvernement grec avait estimé que le montant des réparations de guerre dues par l'Allemagne s'élève à 162 milliards d'euros.

aux quatre veines pour panser les plaies laissées par la guerre et l'occupation allemande », résume l'historien de l'économie allemand Albrecht Ritschl, professeur à la London School of Economics, dans un entretien au quotidien allemand, Der Spiegel.

Demande de réparation

Début 2010, Theodoros Pangalos, vice-premier ministre grec, avait dénoncé lors d'un voyage en Allemagne, sur les ondes de la BBC : « ils ont pris les réserves d'or de la Banque de Grèce, ils ont pris l'argent grec et ne l'ont jamais rendu. C'est un sujet qu'il faudra bien aborder un jour ou l'autre. »

En décembre 2010, le secrétaire d'Etat aux finances hellènes, Philippos Sahinidis, avait estimé le chiffre

à 162 milliards d'euros. Deux ans plus tard, le gouvernement grec créé un groupe de travail, afin de chiffrer le montant des réparations qu'elle pourrait réclamer à Berlin. En 2014, après des efforts et pressions considérables pour faire des économies, le président de la République grecque, Karolos Papoulias, avait assuré à son homologue allemand, Joachim Gauck, que « la Grèce n'a jamais renoncé [aux réparations de guerre] et exige la résolution de cette question avec l'ouverture rapide de discussions ». Une remarque vite douchée par Joachim Gauck qui lui a dit : « Vous savez que je ne peux vous faire d'autre réponse que vous dire que la voie légale est fermée ».

Céline Tabou

Solidarité avec la jeunesse

L'appel du maire à la répression contre les jeunes, voilà le "changement" au Port

Le maire du Port Olivier Hoarau vient de donner en l'espace de moins de 24 heures un bel échantillon de sa légèreté. Qu'on en juge.

Interrogé par le Quotidien au sujet de la parade de jeunes dans la nuit de la St-Sylvestre sur l'avenue de la Commune de Paris, Olivier Hoarau tient à « relativiser les choses » rapporte le journaliste, qui le cite : « N'oublions pas que le contexte est festif, ce qui peut justifier un peu tout ça. (...) Le soir du réveillon, ils ont voulu se sentir tout puissants, voilà tout ». (Le Quotidien du dimanche 4 janvier 2015).

Sur Imaz Press Réunion, dans un communiqué paru ce même dimanche à 14 heures, changement de ton, et posture diamétralement opposée. Le même Olivier Hoarau écrit ceci : « Même si nous n'avons, fort heureusement, que peu de dégâts et aucune victime à déclarer,

ces faits demeurent intolérables et le contexte festif de la Saint-Sylvestre ne saurait justifier de tels agissements. Je les condamne, donc, fermement ».

Et il ajoute : « Et puisqu'il y a manifestement trouble à l'ordre public, j'ai saisi le Procureur de La République pour qu'il use de toutes ses prérogatives afin d'identifier les auteurs de ces actes et, dès lors que leurs responsabilités seraient établies, qu'ils soient poursuivis ».

Alors, « contexte festif »... ou « identifications et poursuites » ? Il faut « relativiser »... ou il faut « condamner fermement » ?

En appelant à la « répression intransigeante de faits délictueux » après avoir quelques heures auparavant « justifié un peu tout ça », le maire du Port étale sa légèreté et ses incohérences. Ce n'est pas en flattant les jeunes du Port, puis en appelant à les punir, qu'il redorera une image

déjà bien dégradée en seulement quelques mois.

D'autant que cet appel à la répression est démesuré par rapport aux faits. La légèreté du maire se double là d'un manque de sang-froid évident. La commune du Port n'est pas sortie en l'espace d'une nuit de la Saint-Sylvestre de « l'Etat de droit, celui de la République », comme voudrait dramatiser Olivier Hoarau, en alertant le ministre de l'Intérieur lui-même !

En tout cas, le fameux « changement » au Port est bel et bien réel. L'appel du maire Olivier Hoarau à la « répression intransigeante » en est un signe peu glorieux.

Firose Gador

Di sak na pou di

Le Président et le changement

C'est le maître-mot des hommes politiques, celui qui revient le plus souvent dans tous leurs discours comme dans tous leurs programmes ; il aurait pu lasser davantage si le désir de changement en politique n'était pas aussi fort en chacun d'entre nous. Comme tous les autres candidats, François Hollande n'a pas échappé à la règle, complétant seulement le mot « changement » par l'adverbe « maintenant » : « le changement maintenant ! » avait-il martelé. Et d'annoncer solennellement dans son fameux discours du Bourget : « J'ai conscience de la tâche qui est la mienne : incarner le changement. » (...) « Nous sommes ici pour changer le destin de notre pays. ». A ceux qui pouvaient douter de sa connaissance réelle de la situation, il avait tenu à mettre les choses au point : « Comme vous, je connais la gravité de l'heure que nous vivons. Une crise financière déstabilise les États, des dettes publiques énormes donnent aux marchés tous les droits. L'Europe se révèle incapable de protéger sa monnaie de la spéculation. Notre pays est confronté à un chômage record et s'enfonce dans la récession autant

que dans l'austérité ; le changement n'est pas seulement celui d'un président, d'un gouvernement ou d'une majorité ; il faut aller plus loin : c'est un changement de politique, de perspective, de dimension qu'il faut offrir au pays » (...)

Mais le changement tant promis et tant attendu n'est pas venu. Surtout pour les deux engagements majeurs de sa campagne : l'élévation du taux de croissance et le plein emploi. Et à mi-mandat, le « redressement de la France » et l'« inversion de la courbe du chômage » n'étaient toujours pas au rendez-vous. Les Français déjà lui avaient retiré leur confiance et l'avaient sévèrement n'avaient jugé, lui reprochant sa « mollesse », son manque d'autorité, jusqu'à mettre en cause sa compétence pour diriger les affaires du pays.

Et si la réalité était ailleurs ? Précisément dans ligne politique qu'il a continuellement suivie. Il suffit de reprendre par exemple ce qu'il avait affirmé en tant que secrétaire général de son parti, lors du discours de clôture du « Forum de la Rénovation » le 15 décembre

2007 : « ... les socialistes ont toujours agi en économie de marché et ils l'ont plutôt bien gérée chaque fois qu'ils ont eu la responsabilité du pouvoir. Ils ont même fait en sorte d'élargir le champ du marché ; et ce fut le cas sous le premier septennat de François Mitterrand. » (...) « Nous avons réussi dans cette économie de marché – et nous ne le disons jamais suffisamment – à obtenir de bien meilleurs résultats que la droite sur la croissance, sur les comptes publics, sur la compétitivité, sur le commerce extérieur. (...) « L'économie de marché est là, nous la reconnaissons et nous savons qu'elle est la plus efficace pour produire de la richesse. »

Il reste à peine deux ans à François Hollande pour démontrer la « capacité qu'ont les socialistes à diriger l'économie française ou, en tout cas », comme il l'a dit lui-même, « à lui donner une orientation qui lui permet d'être plus productive et plus redistributive. » Mais la voie qu'il a choisie est-elle la bonne ?

Georges Benne

Incendies catastrophiques

L'Australie impuissante face à une conséquence du changement climatique

En Australie, près de 13.000 hectares sont déjà partis en fumée depuis samedi, ce qui représente près de la moitié de la superficie plantée en cannes de La Réunion. Malgré tous les moyens mis en œuvre, le feu continue de progresser. Le salut pourrait venir de précipitations attendues pour la fin de la semaine.

L'Australie fait face à de gigantesques incendies et malgré les moyens dont il dispose, ce pays semblé débordé face à une conséquence du changement climatique : la sécheresse.

2014 a été l'année la plus chaude, et 2015 a commencé par des feux de brousse en Australie. En quelques jours, le feu a rapidement progressé. Près de 13.000 hectares sont touchés dans la région d'Adelaide. C'est l'équivalent de la moitié de la superficie plantée en cannes à La Réunion.

Hier, le feu a détruit 26 habitations. 40.000 personnes sont menacées.

L'ampleur du sinistre est si importante que le salut pourrait venir du ciel. Des pluies sont annoncées à la fin de la semaine. En attendant, le feu pourrait encore avancer.

L'Australie est souvent confrontée à des feux de forêt. Le pays a donc investi pour y faire face. Mais l'élément nouveau, c'est la succession des années de sécheresse. Au



fil du temps, les températures sont toujours plus chaudes, surtout depuis le début du siècle. Dans le monde, 2014 était l'année la plus chaude jamais mesurée. L'Australie n'est donc pas épargnée.

La progression du feu souligne que l'Australie, pays développé, a toutes les peines du monde pour lutter contre une conséquence du changement climatique. Or, les pré-

visions sont pessimistes. La sécheresse risque bien de s'aggraver, car la dynamique du réchauffement climatique est enclenchée.

Cette catastrophe est un rappel à la vigilance pour La Réunion. Le changement climatique n'a pas de frontière.

M.M.

MAA alerte sur la disparition des ressources génétiques

Perte de biodiversité à Maurice

L'ONG mauricienne, Mouvement autosuffisance alimentaire (MAA) a estimé lundi que Maurice a négligé l'aspect de la conservation de ses ressources génétiques, craignant que leur érosion ne mette en danger la sécurité alimentaire à long terme de l'île.

« Sans un bon stock de variétés de plantes, que mangera la population ? », s'est interrogé le manager de la MAA, Eric Mangar, dans un entretien, ce lundi matin avec la PANA.

Selon lui, l'érosion des ressources génétiques est un « très gros problème » de par le monde. « En 2014, le monde comptait seulement 30 espèces de plantes pour la production agricole contre 7.000 en 1996, qui qui fournit environ 90 % de l'alimentation mondiale. De ces 30 espèces, 12 comptent pour 70 % et 4 que sont le blé, le riz, le maïs et la pomme de terre comptent pour 50 % », a-t-il indiqué.

« Ce qui se passe dans le monde arrive aussi à Maurice », a-t-il ajouté. Citant des chiffres concernant la distribution des revenus au niveau de la production agricole, il a dit que 13 % seulement vont à l'agriculture contre 42 % à l'industrie de la transformation et 45 % au marketing et au secteur des services.

« L'agriculture est donc le grand perdant. Pourtant sans elle, les autres secteurs n'existeraient pas. La population mange mal et le nombre de cas de maladies non-transmissibles, qui sont majoritairement liées à une alimentation, sont en hausse. On a recensé 1.233 cas de cancer à Maurice en 2013 et

selon les médecins, plus de 80 % d'entre eux sont liés à notre mode de vie et à l'alimentation. Nous devons pouvoir faire le lien entre la production agricole, la nutrition et la santé », a affirmé M. Mangar.

S'agissant de la production de légumes, M. Mangar a estimé que Maurice est autosuffisante dans ce domaine « mais encore faut-il poursuivre la recherche pour trouver d'autres variétés de légumes ». « Nous dépendons trop des semences importées. Il nous faut pouvoir produire, ne serait-ce qu'une partie des semences dont nous en avons besoin localement », a-t-il souligné.



La canne c'est le sucre, mais pas seulement -33-

Les biocarburants de première et deuxième génération

Dans notre chronique du samedi 3 janvier 2015 (faire son éthanol perso dans son garage ou son jardin) ainsi que dans celle du mardi 30 décembre à propos d'un projet de centrale électrique cent pour cent biomasse qui sera développée par Albioma prochainement à la Martinique, nous avons évoqué la question de l'éthanol, un biocarburant produit à partir de la biomasse venant en substitution partielle ou totale d'un combustible fossile. Dans le domaine des bio ou agro-carburants, Il existe actuellement deux filières principales :

- filière huile et dérivés, comme l'huile végétale carburant, le biodiesel ; mais aussi de graisses animales ou des acides gras divers (algues..)
- filière alcool comme le bioéthanol, à partir de sucres, d'amidon, de cellulose ou de lignine hydrolysées.

D'autres formes moins développées, voire simplement au stade de la recherche, existent aussi : carburant gazeux (biogaz carburant, dihydrogène), carburant solide, etc.

Les biocarburants de première génération :

Les biocarburants de première génération font l'objet de critiques car ils sont produits à partir de cultures destinées à l'alimentation : ainsi les oléagineux, le maïs... Quand on sait que 900 millions de personnes dans le monde souffrent de malnutrition chronique il est regrettable que ces cultures soient détournées au profit de l'alimentation en carburant des moteurs. Qu'en est-il des plantes à sucre comme la canne et la betterave ? On ne peut pas dire que la mélasse serve directement à l'alimentation humaine mais elle est

d'une grande utilité dans l'alimentation du bétail donc dans la production de viande et de lait ainsi, comme on l'a déjà vu, dans la production de nombreux médicaments comme cela se fait à Cuba depuis de nombreuses années et, bien entendu, comme cela peut se faire ailleurs, à la condition que s'édifient et s'installent des laboratoires orientés vers l'exploitation de la canne et de ses dérivés. On notera aussi que l'agro-carburant E85 fabriqué au Brésil et qui sert en partie à faire voler des avions (Air France Paris-Bordeaux) est un carburant de première génération.

En dehors des plantes à sucre que l'on a évoqué plus haut, que dire de l'utilisation par les Etat-Unis du maïs, en monoculture destructrice des sols et de l'environnement. Quid également des immenses étendues de colza ? Faut-il en faire du biodiésel ou bien de l'huile et des tourteaux et d'autres produits alimentaires ? Il y a bien là un important débat de société. Ce n'est pas parce que l'on est repu, ici ou là, que d'autres n'ont pas le ventre vide...(à suivre)

* biocarburants ou agrocarburants : Se renseigner sur internet en tapant (biocarburants de première et deuxième génération).

NB : Je voudrais, en passant, dénoncer par avance le futur projet de raffinerie de pétrole dont Didier Robert serait la cheville ouvrière et si cela se réalisait, de dénoncer une fois de plus cette nouvelle atteinte à un autre projet qui va bien, lui, dans le sens de nos intérêts de réunionnais : je veux parler de l'autonomie énergétique.

Georges Gauvin

Ot é

Nuit et Brouillard !

Dopi tanm ti minm mi ékout Jean Ferrat, mi inm tout son bann shanson, son mizik, lo bann parol, lo tèks, tousala, na pwin ryin pou zété, tout i ral a mwin pou vréman. Néna in ta èk in takon pou ékouté tout lé valab mé dan tout, sak mi profer lo plis sé « Ma France ». Néna dot lé bandé osi. Anndan la li parl la Franss zénérez, la Franss i partaz, la Franss du bonèr, sat i akèy byin domoun i mèt pa déor pésonn, la Franss de la libérté, san frontièr, la Franss solidèr. Konm li di byin, la France dé kolonm, zot i koné zwazo la pé... Boudikont la Franss ouk i fé bon viv èk son bann péisaz, èk tout son listwar révolisyonèr. Poukoué mi anparl a zot la Franss konm sa sa zordi ?

Zordi lé pi konm sa ditou an franss, mi rokoné pi la Franss, sad Férrat i shant, mi rokoné pi la Franss, sad nou la aprann èk Victor Hugo ousinonsa sad lo poèt Eluard èk son kolonm konm i di dann la shanson. Zordi in mèr an Franss, lo mèr Chanplan i apèl Leclerc i rofiz antèr in zanfàn dé mwa édmi dan son simtièr, dan son vil paské li lé Roum konm son famy. Mwin la antandi ankor in mèr, sad Angoulinm, li la mèt griyaz si tout ban piblik pou anpèsh bann pov asiz dosi, li vé pi war ni pov, ni SDF dan son vil, in ot mèr sad korbèy ésonn, li débatiz bann plass publik, li déboulonn tout, touzour i avaz lo mor. Poukoué ? Parské lé pa son bor.

Ziska lèrla té respèk pa tro domoun vivan dan la franss dozordi, ala astèr na pi respèk pou moun mor, minm inn ti zanfàn dé mwa. Konm Ferrat i di, odrémié « la Franss de trantsis a swasan huit shandèl » ké sad Leclerc. Kosa la rivé pou azir konm sa zordi ? Inn la di a mwin « la dig la soté laba ? » Souvan-dé-fwa i di « Listwar i répèt » Souplé rovyin pi d'si, rovyin pi an arièr. Pètèt sé sa la Franss dékonpléksé ? Ki pé konèt ? A voui, in ot shanson Férrat osi mi inm byin « Nuit et Brouillard »

Justin